



uni

Les révolutionnaires sont finalement devenus les plus arriérés de tous les Occidentaux sans cesser d'être les plus perturbateurs.

Auguste Comte

Rédaction :
Paul-Eugène Rochat
7, ch. de Grande-Rive, Lausanne

Administration :
Jean-Philippe Chenaux
4, av. Edouard-Rod, Lausanne

Bib. Cantonale et Univers.
Palais de Rumine
Lausanne

Paraît 10 fois par an

Abonnement annuel :
Fr. 3.-

CCP 10 - 224 94
Lausanne

action

REVUE ETUDIANTE D'ACTION CIVIQUE

« Ils » recommencent

Depuis quelques mois, il y avait un léger progrès. Nos « syndicalistes étudiants » semblaient s'être calmés ; ils avaient cessé de « condamner » Salazar, de menacer le shah de Perse, de féliciter les anthropophages ou de collecter pour les terroristes angolais. On pouvait supposer qu'illuminés subitement par le sens du ridicule, ils étaient décidés à se mêler de ce qui les regarde, de ce pourquoi ils ont été élus : les intérêts des étudiants de chez nous. Nous présumions naïvement que ces MM. avaient enfin compris que l'élection au bureau d'une AGE ou à l'UNES les engageait à s'occuper des intérêts de leurs électeurs et ne leur conférait pas un mandat de redresseurs de torts universels ou de professeurs de morale planétaire.

Les étudiants manquent de chambres, se font souvent écorcher par des petits malins qui conçoivent la sous-location comme une partie de tir aux pigeons, doivent payer des livres à des prix exorbitants ; on laisse circuler des photocopiés bourrés de fautes qui feraient sourire des élèves d'écoles enfantines et qui se vendent à des prix qui ne font sourire personne excepté les margoulin qui les vendent ; les étudiants cherchent des emplois qui leur permettent de boucler leurs fins de mois, etc... Bref, il y a une foule de problèmes qui devraient suffire à occuper nos élus sans qu'ils aient besoin, pour meubler leurs loisirs, de faire part, au moyen de « prises de positions » qui les ridiculisent (et tous les étudiants avec eux) de leur « réprobation », de leur « douloureuse surprise » ou de leur « frémissante indignation », à des grands de ce monde qui se fichent éperdument que leur politique ait, ou non, l'approbation de MM. Cougniard ou Compondu, étudiants à Lausanne ou ailleurs.

Nous pensions que ces évidences avaient réussi à pénétrer dans les étranges cervelles de ces MM. Nous nous trompons hélas. Comme le disait l'un de nos amis au cours d'une récente réunion : « ces abrutis n'ont que du béton entre les deux oreilles ».

C'est la conclusion qui s'impose après lecture du clownesque « message » que

l'UNES (Union Nationale des Etudiants de Suisse) a adressé au gouvernement... d'Afrique du Sud. Voici de larges extraits de cette bouffonnerie, publiée notamment par la Feuille d'Avis de Lausanne du 16 septembre 1964 et l'Agence télégraphique suisse :

« L'UNES observe — à partir de quel observatoire ? — avec inquiétude l'évolution de la situation dans la république de l'Afrique du Sud (? ! De quoi je me mêle). Cette évolution a pris ces derniers temps une tournure dramatique tant il apparaît que rien n'empêchera le gouvernement d'Afrique du Sud de poursuivre sa politique de répression illégale et inhumaine contre ceux qui luttent pour l'abolition du régime honteux de l'apartheid... L'UNES s'élève contre la loi autorisant une détention préventive de 90 jours (suspendue en décembre), loi qui permet au soi-disant ministre (ça c'est le bouquet ! Ce « soi-disant ministre » est énorme. Qu'on imagine la tête de M. Oguey ou de M. Graber recevant un « message » d'étudiants africains les qualifiant de « soi-disant conseillers d'Etat »...) de la justice d'étouffer les voix de ceux qui parlent de liberté et de démocratie. Elle demande la libération immédiate (et que ça saute !) de ceux qui sont détenus en vertu de cette loi et elle s'engage à attirer l'attention du peuple et des étudiants de Suisse sur le sort qui est réservé à ceux qui, en Afrique du Sud, luttent pour la liberté. »

La première réaction, en lisant ce monument d'ânerie est évidemment l'éclat de rire. D'abord parce que ses auteurs sont manifestement bêtes à manger du foin ; ensuite parce que leur prétention est d'un irrésistible effet comique. On imagine le Dr Verwoerd libérant « immédiatement » les égorgeurs et les vivisectionnistes communisant du mouvement terroriste « Poquo » pour faire plaisir aux étudiants de Suisse.

La seconde réaction est moins optimiste. En effet, si nos « dirigeants » (comme ils disent) ne ridiculisaient qu'eux-mêmes, il n'y aurait que demi-mal. Mais ces MM. représentent la totalité des étudiants de

Suisse. Si bien que c'est l'ensemble des étudiants de notre pays qui est couvert de ridicule, de ce ridicule dont La Rochefoucauld disait qu'il « déshonore plus que le déshonneur », par ces « déclarations » où la prétention le dispute à l'ignorance la plus crasse.

De nombreux éditoriaux d'UNIAC ont déjà été consacrés à démontrer le caractère à la fois malfaisant et stupide du syndicalisme étudiant « engagé » ; syndicalisme d'autant plus encouragé par les cocoprogressistes qu'il ne profite qu'à eux. Nous y reviendrons s'il le faut. Les lecteurs mal informés de nos grands journaux peuvent croire que les prises de positions politiques de nos « dirigeants » ont l'approbation des étudiants. C'est un devoir, pour les étudiants nationaux, de préciser autour d'eux que, lorsque nos dirigeants font de la « grrrande politique » leurs piteries n'engagent qu'eux-mêmes. Ils n'ont pas été élus pour cela, ils n'ont reçu aucun mandat pour cela et les étudiants ne sont jamais consultés pour la rédaction de ces « messages » vengeurs dont ils prennent connaissance par les journaux ! C'est ainsi que nous apprenons, un beau matin, en ouvrant un quotidien, que nous avons « condamné » celui-ci, « flétri » celui-là ou que nous « exigeons immédiatement » telle ou telle mesure ! Sans parler des étudiants qui ne lisant pas le journal en question, ignoreront toujours qu'ils sont censés avoir exigé la libération (« immédiate », bien entendu) de M. Tartempion, martyr de la démocratie opprimée et des immortels principes foulés aux pieds au Basutoland ou aux Îles Fidji !!!

(Suite en page 3.)

Humanisme	p. 2
par Roger Guidoux	
Zozologie	p. 3
par Suzette Sandoz-Monod	
Les « cerveaux » en question	p. 4
par J.-Ph. Chenaux	

Humanisme

par Roger Guidoux

« Il y a plusieurs chemins qui mènent à l'homme. Mais l'erreur serait de croire que nous pourrions les choisir selon nos préférences... Nous ne pouvons choisir que notre passé. Lui seul peut nous être présent. L'arbre ne peut choisir que ses propres racines et le sol où il est enraciné. Une transplantation le ferait périr. »

C'est en ces termes que le regretté Pierre Thévenaz s'élevait en 1948 contre le « nouvel humanisme » qui, écartant toute référence à l'antiquité, évinçant même les humanités, ne se voudrait plus que doctrine de l'homme, quelle qu'elle soit : humanisme scientifique, humanisme communiste et — nous voulons le croire définitivement déchu — humanisme nazi !

Singulière aberration — comme si l'humanisme pouvait se réduire (malgré son suffixe) à une simple philosophie de l'homme, tel le matérialisme pour la matière ! Ne désigne-t-il pas plutôt une attitude de l'homme vis-à-vis de lui-même, du monde et de son passé, n'est-il pas une généreuse ouverture à tout ce qui est humain ?

La protestation de Pierre Thévenaz reste d'une singulière actualité. Le problème d'une pédagogie nouvelle, adaptée aux exigences du temps, préoccupe avec raison les responsables de nos écoles. Sans nier que les humanités furent pour l'homme d'autrefois une étonnante possibilité d'accès à l'humain, ils se demandent si elles ne sont point devenues aujourd'hui

une entrave ? Les dures exigences de notre époque n'imposent-elles pas une formation plus rigoureuse, un peu moins d'ouverture et plus d'efficacité ?

Beaucoup n'hésitent pas à penser que cette pédagogie-là a raison, totalement raison. Fiers de constater que l'école a franchi dans ce sens un pas gigantesque, ils vous prouveront (est-ce toujours désintéressé ?) qu'une formation de l'homme sans référence à l'antiquité est chose possible... Certes ! Mais leur zèle destructeur équivaut à une simple négation de l'histoire. Et cela nous ne pouvons l'accepter !

Oui, en valorisant uniquement le présent de l'homme, et surtout son avenir, ils tuent l'histoire. Or, remarquait Pierre Thévenaz, « il n'y a pas d'humanisme véritable sans histoire, c'est-à-dire sans présence du passé. L'histoire de l'homme fait partie intégrante de l'homme ; l'humanisme suppose que l'homme intègre tout son passé à son présent ».

L'école relèguera-t-elle un jour Pierre Thévenaz et ceux qui lui donnent raison dans le camp des « arriérés » ? Ce serait une faute, bien plus, un crime. En un temps où la construction d'une Europe unie suscite les plus grands espoirs, allons-nous renier notre passé — et cela dans un pays qui se veut volontiers un modèle pour l'Europe ?

En 1948, notre continent sortait encore des affres de la guerre. Mais depuis nous avons pris conscience de l'étroite frater-

nité qui nous lie à nos voisins — et les paroles de Pierre Thévenaz retentissent, plus importantes que jamais : « Notre situation à nous Européens occidentaux et à nous Suisse du XXe siècle, c'est d'avoir un certain passé, une certaine histoire. En fin de compte, le problème de l'humanisme se ramène à la question de savoir ce que signifie, pour un homme, le passé, son passé, l'histoire, son histoire... Le passé, c'est ce qui n'est plus et qui, pourtant, nous est présent d'une certaine façon : il est révolu et pourtant il continue à exister pour nous ; il est mort et pourtant il vit, il survit... Le passé est la réalité, la substantifique moelle de notre présent conscient, son épaisseur... » Et si, en dernière analyse, nous osons affirmer (car cela est devenu une question d'audace...) que cette référence au passé est une référence à l'antiquité gréco-romaine — ce n'est pas par orgueil d'occidental, ni parce que cette époque est la plus belle de l'histoire, mais tout simplement parce que ce passé est vraiment le nôtre ! Rappel essentiel qui tend à être oublié.

Sont-ils conscients de cette réalité nos petits collégiens du cycle d'orientation, qui apportent à l'étude de l'histoire gréco-romaine un peu de la même passion qu'ils accordent aux aventures de Tintin ? Et ceux qui plus tard ne choisiront ni grec ni latin et, conséquemment, perdront contact avec l'antiquité (j'entends un contact véritable), sauront-ils que « prendre conscience de soi et prendre conscience de son passé ne sont qu'une seule et même chose » ? Nous nous permettons d'en douter.

R. Gx.

NOS ECHOS - NOS ECHOS - NOS

Freddy Prudhomme

Comme chacun sait, M. Freddy Buache est l'un des plus fins stylistes de la presse romande.

Voici les six premières lignes (nous ne sommes pas allés plus loin) de sa chronique cinématographique du 6 décembre, dans la *Tribune de Lausanne* : « La balle qui blessa mortellement le président John F. Kennedy, à Dallas, le 22 novembre 1963, peu avant midi, fut un événement considérable sur le double plan à la fois intime et humain, international et politique. »

Cette balle qui est le plus grand événement de l'année rappelle irrésistiblement le sabre qui était le plus beau jour de la vie de M. Joseph Prudhomme. Le maître à « penser » des cinéphiles dans le vent semble avoir besoin de repos.

Les beaux titres

Le tragique et le burlesque se côtoient souvent dans notre grande presse. Ainsi, pour les rebelles congolais, dont la principale spécialité est la dégustation de missionnaires, la *Feuille d'Avis de Lausanne* a trouvé ce beau titre : « La rébellion congolaise n'a rien perdu de son mordant ». Sottise ou humour... noir ?

Goujaterie romande

Les journaux du 7 décembre nous apprennent que les délégués romands de l'UNES avaient refusé d'entrer dans le bureau de

celle-ci parce que le président (U. Wyss) était... « de droite » !

Voilà qui est inouï ! Nos délégués à l'UNES sont chargés de résoudre les problèmes qui se posent aux étudiants. La politique n'a rien à voir là-dedans. Refuser de siéger au bureau de l'UNES sous prétexte que les opinions philosophiques du président (élu régulièrement) ne leur plaisent pas est aussi stupide que passer à l'opposition sous prétexte qu'il serait rouquin ou abstinent !

Rappelons également que lorsque la présidence était occupée par un gauchard forcené comme Henri-Philippe Cart, les Suisses-allemands, eux, étaient restés et avaient fait proprement leur travail. En quoi ils se montrèrent bien élevés. Nos représentants, eux, « passent dans l'opposition ». En quoi ils se montrent mufles. On jurerait que nos élus ont entrepris de déshonorer les étudiants romands. Quant à nous, nous félicitons U. Wyss de son élection. Nous ne le connaissons pas mais pour rendre nos doctrines furieuses à ce point, il doit être rudement sympathique.

Aveux spontanés

M. Charles-Henri Favrod dans la *Gazette de Lausanne* du 30 novembre 1964 parle, à propos du Congo, « de la responsabilité du colonisateur dans cette décolonisation scandaleusement improvisée, d'où vient tout le mal. »

Enregistrons l'aveu : la décolonisation est la cause première des horreurs auxquels on assiste en Afrique. Il n'était pas temps d'accorder l'indépendance. Mais si cette décolonisation a été prématurée, à qui la faute si ce n'est aux progressistes d'Europe qui voulaient « tout et tout de suite ».

Et qui, plus que Ch.-H. Favrod, a poussé à la roue, voulu et réclamé cette décolonisation, reconnue aujourd'hui par lui comme une sottise.

Il serait temps, pour Ch.-H. Favrod, de passer à l'autocritique et de parler, pour changer, des responsabilités des *décolonisateurs* dans cette décolonisation scandaleuse *d'où vient, effectivement, tout le mal !*

Vigilance

Le Comité de vigilance, qui est né à Genève, lors de l'affaire du « Banquier sans visage », a lancé un journal national : *Vigilance*, qui « paraît lorsque les circonstances l'exigent » et dont la devise (« Demeurons princes en notre ville ») montre bien le non-conformisme (pas « l'officiel », le vrai !) et la volonté de réaction contre le prétendu « sens de l'histoire ».

Nous recommandons vivement à nos amis du bout du lac cet excellent journal qui paraît être (à la périodicité près) le pendant genevois de l'excellente *Nation* de Lausanne.

PER.

Deux livres de Suzanne Labin

Les amis d'UNIAO connaissent bien Suzanne Labin, qui fut, il y a quatre ans, la première personnalité présentée par les conférences d'UNI-ACTION à Lausanne. Ses deux derniers livres doivent être lus par tous ceux qui veulent comprendre les événements auxquels nous assistons :

■ **LE TIERS-MONDE ENTRE L'EST ET L'OUEST** (Vivre en dollars et voter en roubles), édité à La Table Ronde, nous fait comprendre comment et pourquoi les communistes gagnent du terrain en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le mythe de l'efficacité de l'aide au Tiers-Monde est mis en pièces et l'un des meilleurs chapitres, intitulé « Cocus et payants », nous montre comment les Occidentaux paient... pour être bernés.

■ **VIETNAM, révélations d'un témoin** (Nouvelles Editions Latines). Suzanne Labin se trouvait au Vietnam lors du coup d'état qui se solda par l'assassinat du président Ngo Dinh Diem et de son frère Nhu et le renversement de leur gouvernement. C'est un témoin perspicace qui nous révèle la vérité sur les prétendues « persécutions » dont auraient été victimes les bouddhistes et sur l'auto-immolation des bonzes. Après avoir constaté qu'en face du communisme, il n'y a pas de problème local, l'auteur conclut : « **Quiconque affronte le communisme, où que ce soit dans le monde, devient le champion de tout le monde. LE VIETNAM SE BAT POUR NOS FILS autant que pour les siens. C'est pourquoi il a un droit imprescriptible à être soutenu et défendu par toutes les nations libres.** »

Puisse l'appel de Suzanne Labin (qui est socialiste, membre de la SFIO), être entendu dans les rédactions de certains journaux « bourgeois » de chez nous où l'on s'obstine, pour être à la page, à tirer dans le dos des Vietnamiens qui se battent pour nos libertés. Y compris pour la liberté de M. Dumur de la « Gazette » qui parle des libéraux (?) du Vietcong et de M. P. Corday de la « Feuille d'avis » qui veut « neutraliser » le Vietnam-Sud (mais pas le Nord, bien entendu) !

Rt.

ZOOLOGIE

Les dindons de la farce

par Suzette Sandoz-Monod

Avez-vous lu la Voix ouvrière du 31 octobre ? Je n'oserais le souhaiter à mon pire ennemi. On y trouvait évidemment des propos contempteurs concernant quelques personnalités du monde libre : on peut admettre des attaques contre M. Chaudet, puisqu'il peut encore se défendre, mais on ne peut tolérer qu'un petit penseur barbu fasse de l'esprit aux dépens du général Guisan. — Evidemment, chacun sait que chez les communistes, on ignore le respect des morts : du moment qu'ils ne sont plus là pour se défendre, ces morts, on peut les salir sans aucun risque de guerre... On favorise donc bien la paix ! — On y trouvait aussi le qui-proquo traditionnel entre les conceptions libre et communiste du socialisme : désigner l'idéal du PdT comme « socialiste », c'est endormir la méfiance des personnes non averties... On y trouvait enfin maintes phrases vides de sens, maints slogans infiniment creux, tels que « socialisme = lutte pour l'EXPROPRIATION DES EXPROPRIATEURS ». L'expression (due à la plume d'un conseiller national) est un tel joyau d'absurdité que l'on se sent un devoir de la jeter en pâture aux juristes.

Mais ce qui est effrayant, ce ne sont pas tant les insanités d'un journal, que le travail de sape qui mine peu à peu notre société ; les communistes se servent de nos lois, de notre tolérance pour s'insinuer partout, et, de leur place, abolir ces lois, pratiquer l'intolérance. Et nous assistons à ce minage, impuissants, parce que trop honnêtes pour oser recourir aux mêmes moyens que l'adversaire. N'est-ce pas un respect excessif du droit sans base légale des partis politiques à avoir toujours plus ou moins le même nombre de juges ou de suppléants qui a amené le TC à désigner, pour remplacer M. Thévoz, ancien popiste heureusement embourgeoisé, M. Crot, communiste violent ? Ainsi donc, la justice sera rendue, les lois appliquées par un homme pour qui elles ne sont qu'un moyen de s'emparer du pouvoir et de renverser l'ordre établi ! ? Si l'on avait seulement osé négliger une pure tradition courtoise et désigner un suppléant non soumis aux puissances étrangères !... Mais le POP était très fort, car il savait le TC respectueux des moindres règles du jeu... Les antimilitaristes communistes aussi savaient le respect porté aux manifestations quasi-religieuses, ainsi, s'associant à la Fédération des Eglises pour la paix (ou y entrant !), et à Pacem in terris, ils pouvaient aisément organiser une « JOURNÉE DE LA PAIX » à l'Expo. Cette Expo, si scrupuleuse quand il s'agissait d'accorder — ou de ne pas accorder — une journée aux Jursiens, sous prétexte que cela n'aurait pas un « CARACTERE NATIONAL », n'a pas hésité à organiser cette journée de la paix. Elle a trouvé plus « NATIONAL », sans doute, que « LES RESISTANTS A LA GUERRE », le « MOUVEMENT DE LA RECONCILIATION », la « LIGUE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE »¹ condamnent, au nez du Hérisson, l'armement atomique, proclament nécessaire d'élargir le soutien public aux chantiers internationaux... de soumettre « l'armée au contrôle du pouvoir civil et de l'opinion publique », de « préparer une nouvelle génération ayant le sens de la solidarité et de la fraternité en revisant programmes et manuels scolaires ». L'Expo a donné sa bénédiction à ce manifeste communiste. Est-ce inconscience, lâcheté ou paresse ? L'Occident est-il trop honnête, trop scrupuleux pour lutter pour la liberté à armes égales avec les communistes ? Souvent, oui, car il répugne à certaines intrigues, aux dénonciations forcées, au mépris de l'être humain comme tel ; mais souvent, trop souvent, c'est par paresse, par peur qu'il cède, par soumission à une « opinion publique » créée par ses adversaires. La grande majorité des citoyens est saine, mais elle est apathique. Pour sauver nos libertés, il faut la réveiller avant qu'elle ne tombe, endormie, dans les pièges tendus. Toute langueur, toute mollesse fait le jeu des communistes. A trop sommeiller, on reste toujours, toujours, les dindons de la farce.

¹ Trois sections suisses de mouvements internationaux.

EXPLIQUEZ-VOUS !

Les délégués romands à l'UNES refusent de siéger dans un bureau présidé par un étudiant suisse, élu conformément aux statuts mais « de droite ». Par contre, ils voudraient aller siéger à l'UIE communiste de Prague, présidée par un Poldève d'extrême-gauche qui n'a été élu par personne. Voilà une attitude difficile à justifier ! Nos délégués devront cependant le faire. Les étudiants romands ont droit à des explications !

« Ils » recommencent

(Suite de la première page.)

Les syndicalistes de l'UNES seraient bien avisés de s'occuper des libertés des membres de cette Union. Notamment la liberté de s'indigner librement, pour les étudiants qui sont capables de penser tout seuls, et qui ne vont pas chercher leurs « ordres d'indignation » dans la Voix ouvrière et autres torchons ; la liberté de ne pas être

ridiculisés par la faute d'une poignée de travailleurs du chapeau qui, par complicité ou sottise (surtout par sottise), apportent de l'eau au moulin du progressisme. Ce sont ces libertés — nos libertés — qui sont menacées. Ce sont celles que continuera à défendre...

UNIAO

En marge des congrès de l'UNES et de l'UIE :

Les « cerveaux » en question

L'Union nationale des étudiants de Suisse (UNES), qui est membre de la Conférence internationale — pro-occidentale — des étudiants (CIE), étudie depuis quelque temps les possibilités d'un rapprochement avec les étudiants de l'Est. Comme première étape, elle a envoyé deux observateurs au 8^e congrès de l'Union internationale des étudiants, qui a eu lieu à Sofia du 28 novembre au 8 décembre. Le fait mérite d'être relevé, car, jusqu'ici, l'UNES a refusé catégoriquement tout contact avec la centrale communiste de Prague. Seules quelques unions d'étudiants occidentales entretiennent des relations à la fois avec la CIE et l'UIE, suivant le système de la double affiliation instauré par le syndicat des étudiants français d'obédience marxiste, l'UNEF.

« Neutralité active »

Les partisans suisses de l'ouverture à l'Est parlent volontiers du « changement d'orientation » de la CIE intervenu depuis l'assemblée générale de Christchurch, en juin dernier. Il est évident que l'adoption par la Conférence d'une nouvelle charte a fait de la CIE une organisation plus structurée et plus efficace. Mais pourquoi crier à l'« occidentalisation » et dépêcher aussitôt deux observateurs auprès de l'UIE, au nom d'une prétendue « neutralité active helvétique » ? Robert Pattaroni, membre de la commission de gestion de l'UNES, écrit dans l'Action étudiante de Genève (numéro d'octobre) : « A la suite de cette 11^e CIE, qui s'est instituée et définie plus nettement comme une union internationale des étudiants d'obédience occidentale, le problème de l'attitude de l'UNES face à l'UIE devra à nouveau être posé clairement, car, en tant que pays neutre, il n'y aurait maintenant plus de raison de ne pas participer en tant qu'observateur aux réunions de l'UIE. » Cette argumentation ne tient pas debout. Il n'y a en effet aucune contradiction entre le statut de neutralité de notre pays et l'appartenance d'un de ses syndicats à une organisation occidentale. Ainsi, l'Union syndicale suisse est affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres et refuse tout contact avec la Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste.

« L'UIE évolue »...

L'UNES n'a pas attendu la conférence de Christchurch pour amorcer son virage à l'Est. Dès son 44^e congrès, en novembre 1963, elle prend note de l'« amélioration politique, économique et culturelle en Hongrie » et décide d'examiner les possibilités d'établir des relations avec les étudiants hongrois. Elle renouvelle son engagement de travailler au but final de l'unité mondiale et décide de se documenter sur l'UIE avant de prendre la décision de participer ou non à son prochain congrès comme observateur. En juin, elle patronne la publi-

cation d'un décret du gouvernement Kadar sur les subventions accordées aux étudiants hongrois dans le Bulletin d'information de la CIE.

Cette politique de contacts avec l'Est a été inspirée, et bien souvent dictée, par certains milieux d'extrême-gauche. Ainsi la prose de M. Bertossa : « De même que le monde ouvrier n'a guère à attendre d'une CISL compromise avec les forces capitalistes, s'écriait-il, le monde étudiant NE PROGRESSERA PAS VERS LE SOCIALISME PAR LA CIE. NOS EFFORTS DOIVENT DONC TENDRE VERS UNE PARTICIPATION A L'UIE. » L'article, diffusé à quelque dix mille exemplaires par La Sentinelle - Le Peuple, qualifiait encore la CIE et la CISL d'« instruments d'anticommunisme à l'américaine ». Pareils propos ont scandalisé les dirigeants de l'Union syndicale suisse, qu'on ne peut guère suspecter d'anticommunisme systématique. En revanche, l'UNES n'a même pas jugé utile de publier une mise au point.

Quant à la prétendue démocratisation de l'UIE, c'est une farce gigantesque. Le remplacement de Jiri Pelikan à la tête de l'UIE a laissé croire à certains que cette organisation allait faire peau neuve. Le but de l'opération était simplement d'évacuer un responsable devenu encombrant à la suite de plusieurs échecs (voir festival d'Helsinki). Mais l'esprit — si l'on ose dire — demeurerait inchangé. Le nouveau président, un certain Zbynek Vokroulicky, a été désigné en dehors de toute élection régulière. Lorsqu'on l'a interrogé sur les chances d'une réunification du mouvement étudiant mondial, il a répondu le plus simplement du monde que l'unité était souhaitable, mais **DANS LE CADRE DE L'UIE** seulement...

« Les Juifs à la porte ! »

L'ouverture du congrès de l'UIE, le 28 novembre, s'est déroulée dans le plus pur style marxiste. On y a pourchassé l'occidental et condamné l'intervention des parachutistes belges au Congo avec une belle conviction. Les délégués ont adopté par 29 voix contre 3 et 7 abstentions une liste des puissances impérialistes comprenant — outre les Etats-Unis — la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne (occidentale...), le Portugal, l'Afrique du Sud et... Israël ! Voilà donc l'UIE ravalée au rang d'institution ANTISEMITE. Bel exemple de solidarité internationale !

L'UNEF, qui a été la première en Europe à répandre les thèses de la « libéralisation » de l'UIE, va devoir déchanter. Selon Le Monde du 26 novembre, elle avait en effet décidé de soutenir la candidature de l'association des étudiants d'Israël. L'acceptation de cette candidature prouverait, dans l'esprit des dirigeants de l'UNEF, que la centrale de Prague devient « plus démocratique ». Leur syndicat pourrait alors envisager de participer activement à la

direction de l'UIE, en acceptant par exemple un poste de vice-président pour les affaires universitaires. Mais l'UIE n'avait que faire du petit chantage des « camarades » français. Elle a préféré réaffirmer son caractère essentiellement totalitaire et raciste pour conserver une précieuse clientèle arabo-marxiste, qui lui assure plus de voix dans les scrutins qu'un malheureux représentant d'Israël.

On ne comprend pas très bien, dans ces conditions, pourquoi l'UNES était à Sofia. Peut-être pour faire plaisir aux communistes de la Voix ouvrière, qui regrettaient, après l'échec de la conférence sur la paix de Florence (organisée par l'UIE), « qu'une fois de plus la jeunesse de notre pays ait jugé préférable de refuser de participer à un dialogue auquel elle aurait pu fournir une contribution originale »... En fait de contribution originale, celle de notre pays, au congrès de Sofia, a été si mince qu'elle ne justifiait même pas le déplacement : le chef de la délégation suisse, un Saint-Gallois, n'a pu que constater la politisation complète du congrès et l'esprit d'intolérance qui y régnait ; il était « déchaîné », précise la Feuille d'Avis.

L'expérience aura tout de même été salutaire. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons de Liestal, où se déroule le 45^e congrès de l'UNES, que les débats de la commission internationale ont abouti aux deux résultats suivants : l'Union nationale devient membre de plein droit de la nouvelle Conférence internationale des étudiants et renonce au statut de membre associé au sein de l'UIE. Elle décide en outre de réduire les contacts internationaux aux problèmes strictement estudiantins. Les représentants des associations d'étudiants de Suisse romande devront donc se faire une raison. N'ayant pu empêcher l'élection de Urs Wyss, de Saint-Gall, à la présidence de l'Union, ils ont publié, le 7 décembre, un communiqué dans lequel ils annoncent leur refus de participer au nouveau bureau exécutif. Leur argumentation est percutante : le nouveau président est un réactionnaire de la pire espèce, il n'est aucunement « représentatif », les camarades (?) alémaniques abordent les problèmes de façon superficielle. Et encore cette joyeuseté : « Nous, sections romandes, avons été le cerveau de notre Union nationale depuis 1960... » ! Voilà qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans les sections de Neuchâtel, Lausanne et Genève. L'attitude des associations romandes ramène l'UNES à la situation qui régnait en 1958. C'est ce qu'on appelle, chez nous, être PROGRESSISTE.

J.-Ph. CHENAUX.

Lisez UNIAC, faites-le lire à vos amis.
ABONNEZ-VOUS en versant Fr. 3.- au
CCP 10 - 224 94 Lausanne.